EN SYRIE

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

Deux messages du Maréchal aux troupes et aux populations du Levant

Vichy, 14 juillet. — Le maréchal Pétain a adressé les deux messages suivants aux troupes et aux populations du Levant :

« Aux troupes du Levant,

« Après un mois d'une lutte acharnée, mais trop inégale, il nous faut déposer les armes. La France, qui n'a cessé de vous suivre dans cette guerre injuste, avec amour et avec fierté, s'incline devant votre sacrifice. Vous continuerez à lui témoigner, dans ces jours de deuil, l'inébranlable loyalisme que vous avez, dans les combats, immortalisé avec votre sang. La La Nation vous en sera reconnaissante. »

« Aux populations du Levant,

« A la suite d'une agression injustifiée, et victime d'une lutte inégale, la France va subir au Levant une éclipse aussi douloureuse pour elle que pour vous.

« A vous, qui lui aviez confié votre destin, elle demeure profondément attachée et elle affirme sa reconnaissance pour votre fidélité.

« Quel que doive être l'insondable avenir, gardez-lui vos cœurs, que les siècles glorieux confondent avec le sien. »

A Beyrouth, le général Dentz prend congé du gouvernement libanais

Vichy, 14 juillet. — A l'occasion de la fête nationale française, le général Dentz, commissaire général de Syrie et du Liban, s'est rendu au cimetière militaire où, en présence de nombreuses personnalités civiles et militaires françaises et libanaises il a été déposé une couronne de fleurs pour les morts de la guerre mondiale et pour les victimes de la guerre qui vient de finir.

Puis le général Dentz se rendit au sérail, pour prendre congé du gouvernement libanais. Tous les membres du gouvernement, ayant à leur tête le président du Conseil, étaient présents. Le haut commissaire les remercia de leur collaboration amicale et confiante et remit au président du Conseil une somme de quatre cent mille francs que la colonie syrienne et libanaise de Dakar avait réunie au profit des sinistrés de la guerre.

M. Naccache, président du Conseil, remit au haut commissaire la grand'croix de l'Ordre du Cèdre.

A 15 h., le général Dentz reçut la Légion française des combattants à Beyrouth et toute la colonie française, qu'il invita à ne jamais désespérer de la France.

Plus tard, il rassembla au sérail le personnel français du haut commissariat et la délégation française du gouvernement du Liban, pour les remercier de leur collaboration.

Cent mille Arabes veulent fuir la domination anglaise

Ankara, 14 juillet. — Environ cent mille Arabes attendent à la frontière turque l'autorisation de quitter la Syrie pour se mettre à l'abri avant l'occupation du territoire par les Anglais.

La presse étrangère juge sévèrement l'attitude britannique

Vichy, 14 juillet. — Du « Journal de la radiodiffusion française » :

« La presse étrangère est aussi sévère pour la manière dont furent conduites les opérations britanniques en Syrie que pour les conditions de suspension d'armes soumises, tout d'abord, au gouvernement français.

Dans « La Suisse », M. René Beaume écrit :

« La façon dont, du côté anglais, les opérations furent menées, a fait apparaître une préparation insuffisante et une sous-estimation de la valeur de l'adversaire. Sans doute, les Gaullistes avaient-ils persuadé le commandement britannique qu'il pouvait compter sur de nombreuses défections dans les rangs de l'armée du général Dentz. Ces défections ne se sont pas produites. La durée de la résistance fut sous-estimée et les Britanniques durent amener du renfort pour mener à bien une campagne qui s'avéra plus difficile qu'il n'avait été escompté.

» Sur le terrain, l'adversaire anglais n'a pas contesté la vaillance des troupes françaises, ni leur fidélité à leur drapeau.

« En mêlant des considérations politiques aux conditions d'armistice, l'Angleterre a commis psychologiquement une erreur. »

La presse brésilienne présente comme un exemple typique de l'hypocrisie britannique l'affirmation souvent répétée par les journaux anglais, depuis le début de la campagne de Syrie, que les Anglais regrettent et déplorent d'avoir à se battre contre les Français. La « Gazetta de Noticias » parlant de cette information, se demande si Londres pense réellement que la France admettra jamais la campagne de Syrie.

« L'attaque britannique contre Dakar et les bombardements de ports de la zone occupée, de même que les mesures de blocus prises contre la France ne peuvent non plus être acceptés par l'ex-alliée de l'Angleterre. »

Les Juifs voudraient qu'une partie de la Syrie soit mise à leur disposition

Damas, 14 juillet. — (De Radio-Bruxelles) :

La radio anglaise annonce qu'une délégation juive est arrivée dans la capitale de la Syrie où elle a été reçue par l'ex-général Catroux. Toujours d'après Radio-Londres, les représentants ont proposé à leur interlocuteur que toute la région de la Syrie qui borne la frontière transjordanienne fût mise à la disposition des tribus hébraïques, sous la protection des forces gaullistes.

Il convient de rappeler, incidemment, que Catroux a épousé une Juive dont l'influence politique s'est toujours exercée dans un sens sioniste.

N'oublions pas non plus que, d'après le témoignage de plusieurs officiers supérieurs français, de retour d'Angleterre, le véritable chef des dissidents français, est le général Spears, officier de liaison entre de Gaulle et M. Churchill et notoirement juif, lui aussi.

Quant aux manifestations d'impérialisme hébraïque, qui se font jour à l'heure actuelle sous le couvert des armes britanniques, on peut se demander comment les autorités compétentes les concilieront avec leurs tirades solennelles sur l'indépendance des territoires sous mandat et la libération des peuples arabes.

L'attaque contre le « Saint-Didier » a fait treize morts

Ankara, 15 juillet. — D'après les derniers renseignements, l'attaque britannique contre le « Saint-Didier » a fait treize morts. Neuf corps ont été retirés; les autres demeurent introuvables. On compte une vingtaine de blessés qui sont soignés à l'hôpital d'Antalia.

Communiqué officiel italien

ROME, 14 JUILLET. — *Le quartier général des forces armées communique :*

En Afrique du Nord, sur le front de Tobrouk, un détachement ennemi a été mis en fuite par le feu de notre artillerie.

Des escadrilles germano-italiennes ont bombardé les positions ennemies et incendié des dépôts dans la région de Marsa-Matrouk.

D'autres attaques ont été dirigées contre des batteries d'artillerie, des entrepôts de ravitaillement, des concentrations de véhicules automobiles et des installations maritimes à Tobrouk.

Deux appareils britanniques, qui tentaient d'attaquer Tripoli, ont été abattus en flammes, par nos chasseurs, en pleine mer.

Des avions ennemis ont bombardé quelques localités de l'île de Rhodes. Les dégâts sont insignifiants.

En Afrique orientale, vive activité d'artillerie dans le secteur de Uolchefit.

Les hostilités germano-soviétiques

SUITE DE LA PREMIERE PAGE

S'étant retranchée dans une ferme, la troupe d'assaut allemande tint les autres nids de résistance soviétiques sous son feu jusqu'au moment où d'autres formations d'infanterie furent parvenues à prendre pied dans le village.

Joignant leurs forces, les troupes allemandes anéantirent ensuite toutes les positions fortifiées du secteur.

La dernière construction fortifiée européenne est détruite

Berlin, 14 juillet. — La percée de la ligne Staline par les troupes allemandes a démontré que l'armée du Reich, comme ce fut déjà si souvent le cas, s'est à nouveau montrée maîtresse dans l'art de venir à bout de systèmes de défense élevés d'après un plan conçu durant la paix.

Presque tous les pays avaient construit de semblables lignes de fortifications, car l'expérience de la guerre mondiale avait démontré que le vieux système des forteresses isolées pouvait être dépassé.

L'Union soviétique créa elle aussi à ses anciennes frontières de 1939 un ensemble défensif tourné vers l'Europe, et qui fut nommé ligne Staline.

Par la prise de cette ligne se trouve liquidée la dernière construction fortifiée qui existait encore sur le continent européen.

Seuls, les Juifs auraient été épargnés par les Soviets à Czernovitz

Bucarest, 14 juillet. — Au moment où les troupes roumaines sont entrées à Czernovitz, la cité présentait un aspect de désolation. Tous les commerces avaient été pillés et il ne restait plus que des Juifs épargnés par les Soviets. Les autres habitants avaient tous été déportés en U.R.S.S. Tous les jeunes gens de plus de 20 ans avaient mystérieusement disparu.

Un deuxième bataillon de volontaires espagnols a quitté Madrid

Madrid, 14 juillet.— Un deuxième bataillon de volontaires espagnols pour la lutte contre le bolchevisme a quitté Madrid dans la nuit de dimanche à lundi.

Une foule énorme s'était assemblée à la gare du Nord pour acclamer les partants.

D'autre part, le général Munoz Grande, commandant en chef de la « Division bleue » est parti pour Berlin par la voie des airs, en compagnie de plusieurs officiers de son état-major. Il a été salué par le général Varela, ministre de la guerre, et par le gouvernement de la province de Madrid.

L'Eglise anglicane prie pour la victoire des Soviets...

Stockholm, 14 juillet. — Le doyen et les fidèles de la cathédrale de Cantorbery ont prié en commun aux intentions de l'Union soviétique.

L'Espagne a confiance dans les destinées d'une France guidée par le Maréchal

Vichy, 14 juillet. — Le « Petit Dauphinois » publie un reportage de M. Edouard Helsey sur l'Espagne. Dans un article consacré à l'attitude de l'Espagne en présence de la France nouvelle, M. Helsey écrit :

« Ce qui est parfaitement sensible au premier contact, c'est que l'on nous croit favorablement engagés dans la voie d'un grand relèvement.

» A qui devons-nous cet heureux changement ? D'abord et surtout à Pétain.

» Aucune nation au monde n'a un sens aussi vif de la véritable grandeur que la nation espagnole. Tout ce qui est noble l'atteint irrésistiblement. Pétain a, par sa seule présence, dissipé tout malentendu ; son prestige s'accrut encore quand on vit le glorieux soldat dressé en pleine tragédie, posant lui-même sur son front la couronne d'épines de la défaite. »

— A Paris, le festival Mozart qui durera une semaine a été inauguré par un concert donné dans les jardins du Palais Royal.

AUX ÉTATS-UNIS

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

On se rend donc compte que toute la zone européenne, du nord au sud, est menacée par cette convoitise et ce manque de scrupules et, outre la zone européenne, l'Amérique du Sud et l'Extrême-Orient.

» Toutes ces zones peuvent s'attendre, à tout moment, à des agressions américaines sur leurs sphères actuelles d'autorité. »

Le docteur Megerlé s'occupe des conséquences à tirer de ces ambitions et déclare :

« A présent, le monde sait ce qui l'attend. Plus le président se montrera agressif et fomenteur de troubles, plus le monde devra faire preuve de résistance unanime et décidée, afin de contenir dans de justes limites l'impérialisme agressif de cet homme. »

L'ambassadeur du Portugal à Washington a reçu l'assurance que les Etats-Unis n'occuperaient ni les Açores, ni les îles du Cap-Vert, mais...

Lisbonne, 14 juillet. — Tous les journaux de Lisbonne publient des déclarations de l'ambassadeur de Portugal à Washington, qui aurait reçu des Etats-Unis toutes les garanties que ceux-ci n'occuperaient ni les Açores, ni les îles du Cap-Vert.

Malgré cette déclaration, les embarquements de troupes portugaises à destination des Açores se poursuivent systématiquement.

A Washington, M. Sumner Welles, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, au cours d'une conférence de presse, a déclaré à ce propos que les Etats-Unis attachaient une grande importance au fait de voir le Portugal maintenir sa souveraineté sur les Açores et sur les îles du Cap-Vert. Il a cependant rappelé le dernier message que M. Roosevelt a adressé au Congrès à propos de l'occupation de l'Islande, dans lequel celui-ci déclarait qu'il était d'importance vitale pour la « sécurité des Etats-Unis que les positions stratégiques dans l'Atlantique demeurassent aux mains de nations amies.

M. Welles a aussi rappelé la récente communication faite par les Etats-Unis au Portugal, dans laquelle ceux-ci affirmaient qu'ils ne nourrissaient aucune intention agressive à l'égard de la souveraineté et de l'intégrité des possessions portugaises, mais que la politique actuelle était cependant basée sur le droit imprescriptible qu'ont les Etats-Unis d'assurer leur propre défense.

Au cours du premier semestre 1941, les grèves ont fait perdre 2.458.158 heures de travail à l'industrie de guerre des Etats-Unis

Washington, 14 juillet. — Une statistique publiée par le département de la guerre signale que, pendant les six premiers mois de cette année, il y a eu, dans les industries de défense nationale, 187 grèves, d'une durée moyenne de onze jours chacune qui ont provoqué une perte globale de 2.458.158 heures de travail.

M. Roosevelt veut fournir des armes à la barbarie soviétique

Berlin, 14 juillet. — L'agence anglaise Reuter annonce que M. Sumner Welles a déclaré que des plans d'aide des Etats-Unis à l'Union soviétique vont être rapidement et efficacement élaborés.

A ce sujet on publie une message de M. Roosevelt adressé à la « International society of Christian endeavor », qui exhorte le peuple à travailler et à prier pour un nouvel ordre international dominé par l'esprit du Christ.

La malhonnêteté de sa façon d'agir avec les bolchevistes est une fois de plus caractéristique. Tout le montre sait avec quelle cruauté les Soviets ont poursuivi toutes les religions. M. Roosevelt essaye de tempérer l'indignation des peuples civilisés en présentant les Soviets comme des innocents, ou tout au moins comme s'ils avaient changé subitement d'idée.

Si les bolchevistes devaient gagner la guerre, les armes que compte leur livrer M. Roosevelt, se tourneraient avec une cruauté plus grande encore contre toute croyance et toute culture. Le président le sait parfaitement. En conséquence un pacte avec le Kremlin est une trahison envers son propre pays, qu'il espère étourdir par de belles paroles.

— Un incendie s'est déclaré dans la nuit au couvent de la Chartreuse de Sailgnac. Les religieux, les pompiers de Bourg-en-Bresse et une section de Compagnons de France luttèrent plusieurs heures contre le feu. Malgré leurs efforts, un bâtiment important fut la *proie des flammes*.

L'Angleterre doit se préparer à la bataille pour Londres déclare M. Churchill

Amsterdam, 14 juillet. — M. Churchill était profondément irrité lorsqu'il a prononcé, devant les édiles londoniens, le récent discours au cours duquel il a tracé sous des couleurs les plus sombres ce qu'il entendait réserver à la population allemande.

Il a menacé également l'Italie, en disant qu'elle aurait sa part dans ces opérations.

A cette occasion, il a osé prétendre qu'au cours de ces dernières semaines, l'aviation anglaise aurait déversé sur l'Allemagne la moitié de la quantité de bombes que les Allemands ont jetées sur l'Angleterre, depuis le début de la guerre.

M. Churchill s'est ensuite calmé et il a exhorté alors ses auditeurs à se tenir prêts à une contre-offensive de l'adversaire, car, a-t-il dit, les avions allemands ne sont pas tous engagés sur le front de l'est.

« De nombreux appareils sont encore stationnés dans les territoires occidentaux, a-t-il ajouté. Et peut-être, a-t-il dit, ne viennent-ils pas maintenant dans l'espoir de pouvoir le faire plus tard. L'Angleterre doit se préparer à la bataille de Londres. »

* * *

M. Churchill a parlé à l'occasion d'un lunch. Il a déclaré que les nécessités d'une nouvelle guerre avaient fait de lui, pour la troisième fois, un premier ministre. Il convient de faire remarquer que cela n'est pas du tout extraordinaire, au contraire, car M. Churchill a voulu cette guerre précisément pour devenir premier ministre.

Ensuite, il a brossé un tableau des destructions causées en Angleterre par la guerre. Ses lamentations sont d'autant plus étonnantes, qu'il parlait, il y a peu de temps encore, de dégâts excessivement minimes, d'un lapin mort, d'un vieillard blessé. Ses nouvelles affirmations montrent combien il ment. Il se console, lui et les autres, en affirmant que si on n'a pas encore pu arriver à écarter définitivement les misères, du moins on est parvenu à les contrôler.

M. Churchill a continué en disant que l'Angleterre vivait actuellement une période tranquille. Il sait parfaitement bien ce que ses compatriotes subiront, lorsque l'aviation allemande aura fini ses opérations dans l'Est. On peut dire des maintenant, que, lorsque ce nouvel orage s'abattra sur l'Angleterre, on parlera, une fois de plus, d'un lapin mort et d'un vieillard blessé. A ce moment, le monde saura à quoi s'en tenir.

L'affirmation selon laquelle l'Allemagne a la première bombardé les villes, est un vieux mensonge. Il est intéressant de remarquer que M. Churchill proclame ouvertement la guerre aérienne aux civils. S'il croit que les Allemands n'attaquent pas maintenant, et qu'ils se réservent pour un peu plus tard, il a raison.

Pour le moment, l'Allemagne combat dans l'Est pour écarter la menace d'une attaque dans le dos. Si Churchill constate que les Anglais doivent se préparer dès maintenant à la bataille de Londres, on ne peut qu'ajouter que leurs appréhensions sont fondées.

Un sous-marin anglais coule un chalutier français et veut forcer son équipage à s'enrôler sous la bannière gaulliste

Lorient, 14 juillet. — Un chalutier de Concarneau revenait vers Lorient, lorsque l'équipage vit émerger un sous-marin anglais qui lui enjoignit de stopper immédiatement. Après avoir fait monter à son bord les quatorze hommes du chalutier, le commandant anglais fit tirer sur le bâtiment et le coula. L'officier britannique proposa alors aux Français de s'enrôler dans les troupes gaullistes. Sur le refus unanime des hommes, le sous-marin anglais accosta un autre chalutier de Lorient, l' « Annick », et lui confia l'équipage. Puis il disparut.

Les « Petits chanteurs à la croix de bois » s'embarquent pour l'Amérique du Sud

Paris, 14 juillet. — Les Petits chanteurs de la croix de bois sont partis pour Lisbonne. Ils s'embarqueront dans quelques jours à destination de l'Amérique du Sud où, pendant un mois, ils donneront des concerts de musique religieuse et profane. Ils visiteront notamment le Pérou, le Vénézuela, le Chili.

REUTER A RAISON

L'agence britannique Reuter considère maintenant Staline comme étant un des « grands amis de l'Angleterre » et prétend qu'il ressemble à Winston Churchill. Tous deux auraient beaucoup de points communs.

« C'est une chose que nous avions remarquée depuis longtemps, écrit la « Brusseler Zeitung », notamment depuis que la presse staliniennne publie exactement les mêmes commentaires au sujet de l'évolution des opérations militaires que les journaux de M. Churchill, après les défaites anglaises.

» A Moscou, on écrit, comme en Angleterre, des articles concernant des « retraites audacieuses » et des « évacuations glorieuses ». Staline et Churchill ont la même façon d'annoncer leurs défaites. Reuter cependant prétend qu'aucun des deux grands hommes ne cache quoi que ce soit à ses concitoyens !

» Si on peut dire que ces deux criminels de guerre se ressemblent au point de vue de la tactique journalistique, un regard jeté sur leur passé nous montre qu'un même courage personnel les caractérise. Autrefois, Churchill combattit courageusement contre les enfants boërs... Staline, le cambrioleur de la banque de Tiflis, a laissé des preuves de courage il y a vingt ans, lorsqu'il était commissaire dirigeant de la Tcheka. Par lui, le peuple géorgien eut énormément à souffrir.

» En 1924, Staline se rendit à Moscou pour prendre la succession de Lenine, tandis qu'à la même époque Churchill redevenait ministre.

» A présent, ces deux « grands hommes de l'humanité » sont devenus des amis. Reuter a raison : deux créatures semblables se sont trouvées. La parole prononcée jadis par Kitchener au sujet de Churchill, peut être employée aussi pour Staline, à savoir, « Vivre, et faire mourir ! »

* * *

» Lorsqu'il y a deux ans l'Allemagne obtint à Moscou plus de succès que la mission anglo-française, on cria en Angleterre pour chaque communiste et ami du communisme : « Tuez-le ! » Mais lorsque Staline, peu de temps après, fit comprendre que ce pacte n'était que fictif et qu'il permettait à l'Union soviétique de pousser au maximum son armement, les Anglais se calmèrent et Starfond Cripps reçut même l'ordre d'engager une action politique et d'essayer d'aboutir le plus rapidement possible à un accord anglo-russe.

» Tout cela se passa en silence jusqu'au moment où l'Allemagne démasqua la chose. Dès lors, les secrets n'étaient plus des secrets et l'Angleterre n'était plus contrainte de simuler une hostilité contre les Russes. La couleur rouge devint subitement à la mode en Angleterre, la vodka devint la boisson préférée et Staline fut appelé « le sauveur de la culture ».

» Mais comme tout ceci n'était qu'accessoire et que Moscou préférait voir des actes, l'Angleterre alla plus loin : chaque homme qui avait été poursuivi des années durant en Angleterre pour son action prosoviétique devint subitement un héros. Eden a fait du journaliste Lockhart le chef de la presse. Il s'agit, en l'occurrence, de ce même Lockhart qui, jadis, fut nommé la « honte de l'Empire ». Il y a deux ans on disait à son sujet : « Tuez-le ! » Aujourd'hui on dit « Hosannah ! » Voilà l'Angleterre... »

Le règlement du conflit entre l'Equateur et le Pérou

L'Espagne fait parvenir des documents historiques aux puissances médiatrices

New-York, 14 juillet. — A la suite de l'acceptation par le Pérou et l'Equateur de la proposition de médiation présentée par le gouvernement américain, l'Espagne a fait savoir qu'elle était intéressée au règlement du conflit.

A cette fin, elle aurait envoyé aux puissances médiatrices des documents historiques qui permettent de mieux délimiter la frontière entre les deux pays.

Certaines catégories de militaires prisonniers auront droit à la solde mensuelle

Vichy, 14 juillet. — Les sous-officiers, caporaux-chefs et brigadiers-chefs en captivité qui ont actuellement trois années de présence effective sous les drapeaux sont admis au bénéfice de la solde mensuelle.

Les familles de ces militaires peuvent demander l'attribution de la délégation de solde aux lieu et place de l'allocation militaire. Elles doivent adresser leurs demandes de délégation de solde au centre d'administration territoriale dont dépend leur résidence.

— L'Etat croate a été reconnu « de jure » par la Finlande.

Chronique régionale

L'hôpital d'Hazebrouck, une école et des maisons ouvrières sont atteints par des bombes anglaises

Un mort et dix-huit blessés

Durant la journée du 14 juillet, une attaque de l'aviation anglaise a eu lieu contre Hazebrouck, où la population passait les fêtes nationales avec calme et dignité, suivant en cela l'appel du maréchal Pétain.

Brusquement, les sirènes se mirent à hurler. Quelques instants après, des douzaines de bombes tombaient sur la petite ville. Leur effet dévoila de nouveau le manque total de bon sens de cette attaque, car dans Hazebrouck et sa banlieue lointaine, il n'y a ni but militaire, ni but important pour l'économie de guerre.

Quand la population remonta des caves, l'hôpital, qui était rempli de civils, avait été touché par trois bombes.

Une école de garçons et un certain nombre d'habitations ouvrières étaient détruites. A l'hôpital, un orphelin avait été tué, plusieurs infirmières avaient été grièvement blessées.

On compte jusqu'à présent un mort et dix-huit blessés, tous civils.

L'hôpital était identifiable de loin par la croix rouge de Genève.

Le toit du bâtiment principal, qui portait une immense croix rouge, avait été souffré par une bombe.

* * *

C'est la sixième fois en peu de temps qu'Hazebrouck est bombardé et que sa population pâtit des agressions aériennes anglaises.

Une fois de plus, ce sont des objectifs civils qui ont été atteints.

UN CYCLONE RAVAGE LA SUISSE OCCIDENTALE

Berne, 14 juillet. — Un véritable cyclone s'est déchaîné sur la Suisse occidentale. Les cultures ont considérablement souffert et 70 % des récoltes paraissent anéanties. On signale des dégâts dans les villes de Bâle et de Bienne.

La région du lac Noirat a aussi beaucoup souffert. Plusieurs canots ont chaviré sur le lac de Zurich. Une jeune fille s'est noyée.

Les cultures ont subi de graves dégâts. Les plantations de tabac et de céréales ont été particulièrement ravagées. Des arbres ont été déracinés. Quelques-uns sont tombés sur une conduite électrique près de Bellechasse. Un jeune homme d'Anet est mort électrocuté.

EN ALGÉRIE

L'amiral Abrial, gouverneur général de l'Algérie et Mme Abrial qui étaient venus en France pour assister aux obsèques de M. Raymond Abrial, père de l'amiral, sont rentrés à Alger par avion.

— A l'occasion de la « Semaine de la France d'outre-mer », les jeunes Algériens ont organisé des veillées impériales. Réunis autour de feux de camp, ils ont assisté à des conférences, des spectacles et des jeux ayant pour thème : L'Unité et la solidarité de l'Empire français.

— La soudure est réalisée en Algérie en ce qui concerne le blé. La présente récolte suffira à nourrir les huit millions d'habitants.

— Deux espions condamnés à mort le 9 juin par le tribunal militaire ont été fusillés.

— Devant six mille spectateurs, « Mireille » a été jouée au Théâtre antique de Vienne. A l'issue de la représentation le public a entonné la « Marseillaise » dans le cadre même où il accueillait avec enthousiasme, il y a quelques mois, le maréchal Pétain.

Championnes

(Ph. Graphopress).

Cette chienne papillon « Lily » et l'énorme chienne saint - bernard « Tosca » ne semblent pas trop jalouses l'une de l'autre. Toutes deux furent déclarées championnes de leur catégorie au concours qui a eu lieu au « Jardin d'amour », à Laeken, au profit du Secours d'hiver.

Le nouveau siège de l'O.C.H.M

L'Office central des pétroles et dérivés communique :

Les bureaux de l'Office sont transférés du 3, square Rameau, au 180, rue Nationale à Lille, à dater du 14 juillet.

L'O.C.P.D. prend la nouvelle dénomination suivante : « Office central des huiles minérales » (O.C.H.M.).

Le directeur de l'Office et les chefs de service ne reçoivent que sur rendez-vous pris soit par téléphone, soit par lettre. Les numéros de téléphone sont les suivants : Lille 460-72, 460-73, 460-74.

LILLE

Amateurs de petits pois sans bourse délier

M. Raymond Maurickx, négociant en primeurs, 24, rue des Ecoles, à Malo-les-Bains, avait expédié, par camion automobile un chargement de petits pois, à destination des Halles centrales. Ce camion stationnait, en attendant l'ouverture du marché, rue Masséna.

Trois individus s'en étant aperçus, tentèrent de s'approvisionner à bon compte, de ce succulent légume. Mais la police veillait et tous trois ont été arrêtés avant d'avoir pu mettre leur projet à exécution. Ce sont les nommés Robert Masselis, 28 ans, teinturier, 2, rue du Plat; Eugène Hennion, 40 ans, terrassier, rue Saint-Nicolas, 23, à La Madeleine; Henri Carryn, 31 ans, sans profession, 29, rue Pierre-Legrand.

Vingt mille francs de tissus volés

M. Maurice Monturry, marchand forain, 23, rue François-Millet, a porté plainte pour un vol de dix à douze coupes de tissus commis dans son garage, 67, rue d'Iéna, au cours de la nuit de samedi à dimanche.

Le préjudice causé est estimé entre 15 et 20.000 fr. par M. Monturry.

Une auto tombe dans une excavation

Dimanche, à 10 h. 45, M. Louis Colinet, marchand de lait, 23, rue de la Gare, à Genech, passait en auto rue Aristote, à Fives, quand un effondrement soudain de la chaussée, dû sans doute, à l'éboulement du sol, lors du bombardement aérien de ce quartier se produisit. La voiture tomba dans l'excavation mais fut retirée quelque temps après par les sapeurs-pompiers de Bouvines, alertés. Ceux-ci ont établi un barrage à cet endroit.

La voiture a été endommagée mais, heureusement, il n'y a pas eu d'accident de personne.

NORD

En marge de la reconstruction à Hondschoote

Les Roubaisiens et Tourquennois qui fréquentaient la station balnéaire de Bray-Dunes se rendaient volontiers à Hondschoote, commune voisine, riche en souvenirs historiques. Ils apprendront donc avec satisfaction que le Conseil municipal a décidé de supprimer tout l'îlot d'habitations, la plupart sinistrées, qui étaient adossées à l'église, superbe édifice du XVIe siècle.

En outre, une large artère sera créée qui, du seuil de la cité, s'ouvrira directement sur l'église et dans son axe.

Une désagréable visite nocturne à Iwuy

L'autre nuit, vers 23 h. 30, la femme Aline Collau, d'Avesnes-le-Sec, se présentait au domicile de Mme Dubois, rue Danton, et demandait à la fille de celle-ci, âgée de 11 ans 1/2, si sa mère était au logis. Sur une réponse négative, elle brisa avec son parapluie des vitres de la chambre à coucher, s'empara d'un manteau garni de fourrure, de vêtements, de linge, d'un portefeuille renfermant 120 fr. et une carte d'identité, puis s'en alla.

— Au cours d'un violent orage la foudre est tombée sur le dôme de l'église Sainte-Marie, à Aivet. Le bedeau sonna l'alarme jusqu'au moment où la cloche tomba et se brisa.

Feuilleton du « Journal de Roubaix » du 15 juillet 1941. — N° 31.

LA MAISON NOIRE

PAR EDOUARD AUJAY

XIV

Le départ du commissaire Brisach en compagnie de tous ses collaborateurs, pour une destination inconnue, n'avait pas tardé à être connu des informateurs des journaux qui se tenaient en permanence à la préfecture de police.

Les reporters avaient assiégé le cabinet du directeur de la police judiciaire pour obtenir de ce fonctionnaire supérieur quelques précisions sur ce déplacement mystérieux. En vain ! On leur avait répondu que Brisach les renseignerait lui-même — s'il le jugeait utile — à son retour.

Il était près de sept heures du soir lorsque les policiers revinrent de leur équipée. Naturellement, on assaillit Brisach de questions :

— Que se passe-t-il, commissaire? C'est grave ? Est-ce au sujet de l'affaire Maillebois ?

On vit bien vite, au ton las et triste de Brisach, que « c'était grave ».

— Un moment de patience, mes enfants... Conférence au parquet.... Vous aurez un communiqué dans un quart d'heure.

— Pour l'instant, que peut-on dire ?

— Une découverte importante, un mort de plus... A tout à l'heure.

Brisach avait téléphoné à son chef, de la gendarmerie de Saint-Rémy, pendant que, dans la Maison Noire, ses hommes se livraient à une perquisition minutieuse dans le « château » abandonné quelques heures plus tôt par René Pardinel, Irène Maillebois et leurs prisonniers.

Enfin, à huit heures, le directeur de la police judiciaire et Brisach reparurent, venant du parquet général, dans les locaux du quai des Orfèvres, et aux journalistes impatients on fit un communiqué qui devait, lorsqu'il fut connu par les éditions spéciales des journaux, provoquer dans le public un émoi considérable.

Ce fut, comme pour augmenter la solennité du moment, le directeur lui-même qui dicta :

« La direction de la police judiciaire avait été avisée ce matin, de très bonne heure, par la gendarmerie de Dreux, qu'on venait de découvrir, près de cette ville, une automobile abandonnée le long de la voie ferrée, exactement sous le pont de la ligne de Chartres.

» Cette automobile, dont les coussins étaient maculés de sang, portait le numéro minéralogique 4512 R. M, 9. La plaque d'identité réglementaire posée à l'intérieur indiquait que cette voiture appartenait au journal « Cosmos ».

Il y eut un cri de stupeur parmi les journalistes présents à cette cérémonie toujours impressionnante du communiqué.

— Pavier! s'exclama-t-on aussitôt.

— Continuons, Messieurs, je vous en prie, dit le policier. Nous sommes pressés, les uns et les autres.

Et il poursuivit :

« Le commissaire Brisach entreprit personnellement une enquête sur cette affaire. Des témoignages recueillis dans la matinée, il apparut que la torpédo 4512 R. M. 9 appartenait effectivement au journal « Cosmos » et qu'elle avait été mise, la veille au soir, à la disposition de M. Jean Pavier, rédacteur en chef de ce journal.

» Il fut malheureusement impossible de savoir, à ce moment, quel était le but exact que poursuivait M. Jean Pavier en quittant le centre de Paris. Cependant, on sut que le rédacteur en chef de « Cosmos » avait promis à ses collaborateurs de leur téléphoner un article entre minuit et une heure du matin, assez tôt en tout cas, pour que cet article pût paraître dans les dernières éditions de Paris.

« Or, comme il a été démontré que M. Pavier a assisté à la première partie du spectacle d'un music-hall parisien, qu'il n'a quitté le quartier du Faubourg-Montmartre que passé dix heures, on peut admettre que le but de son déplacement ne devait pas être éloigné de plus de 50 à 60 kilomètres de la capitale.

» Toute la matinée, les recherches furent activement poussées dans la région de Dreux. Elles furent interrompues vers midi, lorsqu'on connut les résultats d'un premier examen de la voiture. L'expert désigné affirma en effet que le sang qui maculait les coussins de l'automobile n'était pas du sang humain, mais, fort probablement, du sang de porc.

» Cette découverte permit de conclure, provisoirement, que, contrairement à ce qu'on craignait, aucune tragédie ne s'était déroulée dans la voiture et que celle-ci n'avait été amenée dans les environs de Dreux que pour détourner les recherches qui ne pouvaient manquer d'être entreprises à la suite de la disparition de M. Jean Pavier.

» Il faut dire à ce sujet que le journaliste n'avait reparu ni à son journal ni à son domicile. »

— Monsieur le directeur, interrompit le reporter de « Cosmos », dites-nous tout de suite : a-t-on retrouvé Pavier ?

— Je comprends votre angoisse, répondit le chef de la police judiciaire. Mais à cette heure nous ne savons rien de précis.

— Une présomption, ajouta Brisach : il doit être vivant. Vous allez comprendre par la suite du communiqué :

« On en était donc réduit, continua le directeur, aux hypothèses lorsque, vers trois heures de l'après-midi, un témoignage nouveau parvint au commissaire Brisach. C'était celui d'un des collaborateurs de « Cosmos ». Ce témoin avait en effet été sollicité, il y a quarante-huit heures, en raison de ses connaissances scientifiques, d'examiner un message que M. Jean Pavier avait reçu à son domicile.

» Ce message, écrit à l'encre sympathique, indiquait au journaliste qu'il pourrait se documenter utilement dans une affaire en cours...

— Maillebois? questionnèrent d'une seule voix les vingt reporters présents.

— Oui, Messieurs. L'affaire d'aujourd'hui n'est qu'un épisode de plus à ajouter à cette série déjà longue de crimes ou de délits... Je dis donc...

»... Affaire en cours en se rendant dans une maison isolée de la banlieue de Paris, très exactement le nait; château du Breuil, à Saint-Rémy-les-Chevreuse.

» On a tout lieu de croire que M. Jean Pavier fit à Saint-Rémy une première visite d'information dans l'après-midi d'hier. Il a été en effet reconnu par un commerçant de la localité sur une photographie qui lui a été présentée. En revanche, on peut maintenant affirmer que M. Pavier est retourné la nuit dernière à Saint-Rémy, et qu'il s'est introduit, par amour-propre professionnel, dans cette vaste maison qui paraissait déserte.

» Dès qu'il eut reçu le témoignage du collaborateur de « Cosmos », le commissaire Brisach, accompagné de trois inspecteurs de son service et du personnel de la brigade des gaz, s'est rendu à Saint-Rémy.

» Les découvertes qu'il a pu y faire sont d'une extrême importance. Ce sont, dans l'ordre :

» La carte de presse de M. Jean Pavier qui avait probablement glissé de sa poche au cours d'une lutte avec ses adversaires (les meubles renversés, les tentures arrachées témoignant de cet incident ;

» Un pardessus de demi-saison qui fut retrouvé dans la cave de l'immeuble et qui portait, cousue dans la poche gauche intérieure, une étiquette d'étoffe sur laquelle étaient inscrits le nom du tailleur et celui du propriétaire du vêtement : Ernest Maillebois, directeur du Comptoir Général de Finance, et qui a disparu de son domicile depuis les deux assassinats que l'on connaît ;

» Des papiers d'identité, oubliés dans un tiroir et portant le nom de René Pardinel, docteur en droit;

» Une enveloppe de lettre, trouvée au même endroit que les pièces d'identité de René Pardinel et adressée à Mlle Irène Maillebois, poste restante, bureau de Paris XVe (Irène Maillebois est la fille de Camille Maillebois, actuellement sous les verrous) ;

» Enfin, dans le garage attenant à la maison, le commissaire Brisach et ses hommes se trouvèrent en présence du cadavre d'un nommé Amédée Bureau. Cet individu qui fut, consciemment ou inconsciemment, le complice des hôtes habituels du château du Breuil, avait été tué d'un coup de couteau à la nuque, tout comme M. André Amiot, à Fontenay-sous-Bois, et Emile Landrieu, dans un wagon du Métropolitain. »

Comme le directeur cessait de parler... un des journalistes demanda :

— C'est tout ?

— Hélas ! oui, répondit Brisach, c'est tout.

Mais la solidarité professionnelle jouait. Les reporters comprenaient que, dans cette histoire, la vie d'un des leurs était en danger.

— Et Pavier, commissaire ? Pavier...

Brisach les apaisa.

— Mes enfants, si vous saviez que, depuis hier soir à dix heures, je prévoyais ce qui allait arriver, vous seriez plus indulgents. Parce que...

Et en phrases décousues, d'abord parce qu'il n'aimait pas, on le sait, parler en public, ensuite parce qu'il était réellement mort de fatigue, le commissaire expliqua aux confrères de Pavier ce qui s'était produit la veille au soir : le dîner qu'ils avaient pris ensemble, Pavier et lui, le début de soirée aux Folies-Bergère, passé ensemble également.

— Il m'a semé, comme un débutant, le petit lascar ! Tout ça, parce qu'il ne voulait pas, et je le comprends, me donner ses tuyaux! Et maintenant...

— Vous avez bien une idée, commissaire ?

— Une idée ? On en